

CAMERA DEI DEPUTATI ^{N. 2239}

DISEGNO DI LEGGE

APPROVATO DAL SENATO DELLA REPUBBLICA

il 9 febbraio 1993 (v. stampato Senato n. 692)

PRESENTATO DAL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI
(COLOMBO)

DI CONCERTO CON IL MINISTRO DI GRAZIA E GIUSTIZIA
(MARTELLI)

E CON IL MINISTRO DELLE FINANZE
(GORIA)

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo per la creazione
dell'Istituto internazionale per il diritto dello sviluppo
(IDLI), fatto a Roma il 5 febbraio 1988

*Trasmesso dal Presidente del Senato della Repubblica alla Presidenza della Camera
il 10 febbraio 1993*

DISEGNO DI LEGGE

—

ART. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo per la creazione dell'Istituto internazionale per il diritto dello sviluppo (IDLI), fatto a Roma il 5 febbraio 1988.

ART. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo XIV dell'Accordo stesso.

ART. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

AGREEMENT FOR THE ESTABLISHMENT
OF
THE INTERNATIONAL DEVELOPMENT LAW INSTITUTE

ACCORD PORTANT CREATION
DE
L'INSTITUT INTERNATIONAL DE DROIT DU DEVELOPPEMENT

Les parties signataires,

RECONNAISSANT l'importance du Droit dans le processus du Développement et la nécessité de former des juristes pour le développement;

CONSIDERANT que l'Institut International de Droit du Développement (IIDD) a été établi en 1983 comme Organisation Non-Gouvernementale internationale soumise au droit des Pays-Bas pour aider les juristes des pays en développement à améliorer leurs capacités de négociateurs et de conseillers dans les transactions concernant l'aide au développement, les investissements étrangers, le commerce international, et autres transactions internationales d'affaires;

CONSIDERANT que dans ses trois premières années d'activité l'IIDD a organisé des cours, des séminaires et des programmes spéciaux de formation auxquels ont assisté plus de 480 participants venant de plus de 80 pays différents;

CONSIDERANT que l'IIDD a maintenant obtenu, pour soutenir ses activités, d'importants financements de la part de différents gouvernements, d'organisations internationales, de fondations et du secteur privé;

CONSIDERANT que le Gouvernement italien est disposé à ouvrir la négociation d'un Accord de siège une fois que l'IIDD aura acquis le statut d'organisation internationale;

ESTIMENT qu'il est maintenant souhaitable que l'Institut International de Droit du Développement soit constitué en organisation internationale avec les organes, la personnalité et le statut juridique approprié;

EN CONSEQUENCE LES PARTIES SIGNATAIRES sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE I. CREATION ET STATUT

1. L'Institut International de Droit du Développement, ci-après désigné l'"Institut" ou l'"IIDD", est par le présent accord constitué en organisation internationale.

2. L'IIDD possède la pleine personnalité juridique et bénéficie de la capacité nécessaire à l'exercice de ses fonctions et à l'accomplissement de son mandat.

3. L'Institut fonctionne conformément aux dispositions du présent Accord.

ARTICLE II. OBJECTIFS ET ACTIVITES

1. Les objectifs de l'Institut sont :

A. D'encourager et de faciliter l'amélioration et l'utilisation des ressources du Droit dans le processus du développement;

B. D'encourager l'adhésion à la règle de droit dans les transactions internationales; et

C. D'améliorer les capacités de négociation des pays en développement dans les domaines de la coopération au développement, des investissements étrangers, du commerce international et des autres transactions internationales d'affaires.

2. Afin d'atteindre les objectifs ci-dessus l'Institut peut entreprendre les activités suivantes:

A. Formation, assistance technique, recherche, publications, mise en place et direction d'un centre de documentation juridique; et

B. Autres activités susceptibles de servir les objectifs de l'Institut.

3. L'Institut, dans ses activités, sa gestion et le recrutement de son personnel, n'est pas influencé par des considérations politiques.

ARTICLE III. POUVOIRS

Dans la poursuite des objectifs et activités ci-dessus, l'Institut est doté des pouvoirs suivants:

1. D'acquérir et de disposer de biens immeubles et meubles;
2. D'être partie à des contrats ou autres types d'accords;
3. D'employer du personnel;
4. D'être demandeur ou défendeur dans des actions en justice;
5. D'investir les fonds et les avoirs de l'Institut; et
6. D'entreprendre toute autre activité légale nécessaire à l'accomplissement des objectifs de l'Institut.

ARTICLE IV. SIEGE

1. Le siège de l'Institut est à Rome, Italie, à moins que l'Assemblée ne décide de le transférer ailleurs.
2. L'Institut peut ouvrir des bureaux en d'autres lieux en fonction des besoins de ses programmes.

ARTICLE V. FINANCES

1. L'Institut est financé par des moyens tels que contributions volontaires et donations, frais d'inscriptions aux cours et aux séminaires, revenus de programmes spéciaux de formation ou d'activités d'assistance technique, revenus de publications ou autres activités de services, intérêts de fonds d'affectation spéciale, de dotations ou de comptes bancaires.
2. Les parties au présent Accord ne sont pas tenues de fournir à l'Institut quelque soutien financier que ce soit au delà de leurs contributions volontaires. Elles ne sont pas non plus responsables individuellement ou collectivement des dettes, engagements ou obligations de l'Institut.
3. L'Institut doit prendre les dispositions satisfaisant aux exigences du gouvernement du pays où il aura son siège en ce qui concerne sa capacité à faire face à ses engagements.

ARTICLE VI. ORGANISATION

L'Institut se compose d'une Assemblée des Parties au présent Accord ("Assemblée"), d'un Conseil de Direction, d'un Directeur et du personnel.

1. L'Assemblée.

A. Chaque partie au présent Accord désigne un représentant à l'Assemblée.

B. L'Assemblée se réunit à l'invitation du Conseil de Direction ou sur l'initiative d'un tiers de ses membres. L'Assemblée adopte ses propres règles de procédure.

C. L'Assemblée examine périodiquement les activités de l'Institut. L'Assemblée doit aussi désigner le premier Conseil de Direction, entériner les nominations successives à ce Conseil, le plan de travail et le budget de l'Institut.

D. Une décision du Conseil de Direction qui doit être entérinée par l'Assemblée aux termes de l'Article VI.1.C. est considérée comme entérinée quatre-vingt-dix jours après l'expédition de sa notification par l'Institut aux membres de l'Assemblée à moins qu'avant cette date une majorité des membres de cette Assemblée n'ait notifié à l'Institut leur opposition à cette décision. Les notifications sont effectuées par les moyens de communication disponibles les plus rapides ou, dans le cas des Etats membres, par la voie diplomatique.

2. Le Conseil de Direction.

A. L'Institut fonctionne sous la direction d'un Conseil de Direction ("Conseil") composé de dix (10) membres au moins et de seize (16) au plus, y compris un membre devant être périodiquement désigné par le pays où l'Institut a son siège ("Représentant Permanent") et le Directeur qui est membre ex-officio. Les autres membres du Conseil de Direction sont choisis sur la base de leurs réalisations professionnelles dans les domaines du droit ou du développement et doivent servir à titre personnel et non en qualité de représentants de gouvernements ou d'organisations.

B. Postérieurement à la mise en place du premier Conseil par l'Assemblée, le Conseil désigne ses nouveaux membres au fur et à mesure des vacances.

C. A l'exception du Directeur et du Représentant Permanent, chaque membre du Conseil désigné postérieurement à la mise en place du premier Conseil y sert jusqu'à l'issue de la troisième réunion du Conseil de Direction suivant son acceptation par écrit d'y siéger. Les mandats des premiers membres du Conseil sont échelonnés de façon à permettre une transition progressive parmi les membres du Conseil.

D. Le Conseil se réunit au moins une fois par an pour remplir ses fonctions. Lors de sa première réunion il nomme un Président, un Vice-Président ou plus et un Comité Exécutif.

E. Le Conseil doit également :

1. Définir des règles de fonctionnement de l'Institut en conformité avec les termes du présent Accord;

2. Désigner le Directeur et les Commissaires aux comptes de l'Institut;

3. Approuver les politiques, le programme annuel de travail, les budgets et rapports des commissaires aux comptes de l'Institut; et

4. Assurer la mise en oeuvre de toute autre activité nécessaire pour exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par le présent Accord;

3. Le Directeur et le Personnel.

A. L'Institut est administré par un Directeur qui est nommé par le Conseil pour un mandat de cinq (5) années, renouvelable.

B. Le Directeur nomme les cadres et le personnel de secrétariat nécessaire pour atteindre les objectifs de l'Institut en accord avec les directives en matière d'emploi approuvées par le Conseil.

C. Le Directeur est responsable devant le Conseil du fonctionnement et de la gestion de l'Institut en conformité avec les termes du présent Accord et les décisions du Conseil.

ARTICLE VII. RELATIONS DE COOPERATION

L'Institut peut coopérer avec d'autres institutions ou programmes et peut accepter du personnel en détachement ou qui lui serait prêté.

ARTICLE VIII. DROITS, PRIVILEGES ET IMMUNITES

L'Institut et son personnel bénéficient dans le pays de son siège des droits, privilèges et immunités qui sont prévus par l'Accord de siège. D'autres pays peuvent accorder des droits, privilèges et immunités similaires dans le but de soutenir les activités de l'Institut dans ces pays.

ARTICLE IX. COMMISSAIRES AUX COMPTES

La vérification des comptes relatifs aux opérations de l'Institut est effectuée annuellement par une société internationale indépendante de commissariat aux comptes choisie par le Conseil. Les résultats de ces vérifications sont mis à disposition du Conseil et de l'Assemblée.

ARTICLE X. AMENDEMENTS

Le présent Accord peut être amendé par l'Assemblée par un vote à la majorité des trois-quarts de ses membres, sous réserve que la notification de cet amendement, comprenant le texte complet de l'amendement proposé, ait été envoyée à tous les membres de l'Assemblée au moins huit semaines avant la date prévue pour le vote de l'amendement.

ARTICLE XI. DISSOLUTION

1. L'Institut peut être dissous si un vote à la majorité des quatre-cinquièmes des membres de l'Assemblée détermine que l'Institut n'est plus nécessaire ou n'est plus en mesure de fonctionner avec efficacité.

2. Dans l'hypothèse d'une dissolution, tous les actifs de l'Institut qui restent après

XI LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

paiement de ses obligations légales seront distribués à des organismes ayant des objectifs semblables à ceux de l'Institut conformément à ce que décidera l'Assemblée en consultation avec le Conseil.

ARTICLE XII. RETRAIT

Toute partie signataire du présent Accord, après notification écrite, peut mettre fin à sa participation et se retirer de l'Assemblée. Ce retrait devient effectif trois mois après la date à laquelle le Dépositaire a reçu la notification.

ARTICLE XIII. SIGNATURE, RATIFICATION, ACCEPTATION, APPROBATION ET ADHESION

1. Le présent Accord est ouvert à la signature des Etats et des Organisations Intergouvernementales. Il peut également être signé en lieu et place d'un Etat par toute organisation nationale publique de Développement désignée par cet Etat pour agir à cet effet. Il restera ouvert à la signature pendant une période de deux années à partir du 1er juin 1987, sauf si cette période est étendue avant sa date d'expiration par le Dépositaire. La signature de l'Accord par toute partie éligible aux termes de la présente clause après cette date nécessite l'approbation de l'Assemblée à la majorité simple.

2. Le Gouvernement italien est le Dépositaire du présent Accord.

3. La ratification, l'acceptation ou l'approbation du présent Accord sera effectuée par les signataires en conformité avec leurs propres lois, règlements et procédures.

ARTICLE XIV. ENTREE EN VIGUEUR

Le présent Accord entrera en vigueur dès que le Dépositaire aura reçu notification par trois des Etats signataires du présent Accord que les formalités exigées par leurs législations nationales pour la ratification du présent Accord ont été accomplies.

ARTICLE XV. NORMES TRANSITOIRES

A l'entrée en vigueur du présent Accord, l'Institut prendra toutes mesures nécessaires pour acquérir les droits, obligations, concessions, propriétés et intérêts de son organisme prédécesseur, l'Institut International de Droit du Développement, organisation non-gouvernementale établie à Rotterdam, Pays Bas.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord en un seul exemplaire en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi.

Fait à Rome le 5 février 1988.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

**ACCORDO PER L'ISTITUZIONE DELL'ISTITUTO INTERNAZIONALE
DI DIRITTO DELLO SVILUPPO**

Le Parti firmatarie,

RICONOSCENDO l'importanza del Diritto nel processo di sviluppo e la necessità di formare giuristi per lo sviluppo;

CONSIDERANDO che l'Istituto Internazionale di Diritto dello Sviluppo (IDLI) è stato istituito nel 1983 come Organizzazione non governativa internazionale soggetta al diritto dei Paesi Bassi per assistere i giuristi dei paesi in via di sviluppo a migliorare le loro capacità di negoziatori e di consiglieri nelle transazioni concernenti l'aiuto allo sviluppo, gli investimenti stranieri, il commercio internazionale ed altre transazioni internazionali di affari;

CONSIDERANDO che nei primi tre anni di attività l'IDLI ha organizzato dei corsi, dei seminari e dei programmi speciali di formazione ai quali hanno assistito oltre 480 partecipanti provenienti da più di 80 Paesi;

CONSIDERANDO che l'IDLI ha ora ottenuto importanti finanziamenti da parte di vari governi, di organizzazioni internazionali, di fondazioni e dal settore privato, per appoggiare le sue attività;

CONSIDERANDO che il Governo italiano è disposto ad aprire la negoziazione di un Accordo di sede quando l'IDLI avrà ottenuto lo statuto di organizzazione internazionale;

RITENGONO che è ora auspicabile che l'Istituto Internazionale di Diritto dello Sviluppo sia costituito in organizzazione internazionale con gli organi, la personalità e lo statuto giuridico adeguati:

DI CONSEGUENZA LE PARTI FIRMATARIE hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I. ISTITUZIONE E STATUTO

1. L'Istituto Internazionale di Diritto dello Sviluppo, in appresso denominato l'"Istituto" o l'"IDLI", è costituito con il presente Accordo in una organizzazione internazionale.

2. L'IDLI possiede piena personalità e beneficia della capacità necessaria all'esercizio delle sue funzioni ed al compimento del suo mandato.

3. L'Istituto agisce in conformità con le disposizioni del presente Accordo.

ARTICOLO II. OBIETTIVI ED ATTIVITA'

1. Gli obiettivi dell'Istituto sono:

A. Di incoraggiare e di agevolare il miglioramento e l'utilizzazione delle risorse del Diritto nel processo di sviluppo;

B. Di incoraggiare l'adesione alla regola del diritto nelle transazioni internazionali;

C. di migliorare le capacità di negoziazione dei paesi in via di sviluppo nei settori della cooperazione allo sviluppo, degli investimenti stranieri, del commercio internazionale e di altre transazioni internazionali di affari.

2. Al fine di raggiungere i suddetti obiettivi, l'Istituto può intraprendere le seguenti attività':

A. Formazione, assistenza tecnica, ricerca, pubblicazioni, creazione e gestione di un centro di documentazione legale;

B. Altre attività suscettibili di favorire gli obiettivi dell'Istituto.

3. L'Istituto non è influenzato da considerazioni politiche nelle sue attività, nella gestione e nel reclutamento del suo personale.

ARTICOLO III. POTERI

Nel perseguire gli obiettivi e le attività in appresso, l'Istituto è dotato dei seguenti poteri:

1. Acquistare e disporre di beni immobili e mobili;
2. Stipulare contratti o altri tipi di accordo;
3. Impiegare del personale;
4. Essere richiedente o convenuto in procedimenti legali.
5. Investire i fondi e gli averi dell'Istituto;
6. Intraprendere ogni altra attività legale necessaria al compimento degli obiettivi dell'Istituto;

ARTICOLO IV. SEDE

1. La sede dell'Istituto è a Roma, Italia, a meno che l'Assemblea non decida di trasferirla altrove.
2. L'Istituto può aprire uffici in altri luoghi in funzione delle esigenze dei suoi programmi.

ARTICOLO V. FINANZIAMENTI

1. L'Istituto è finanziato con mezzi come contributi volontari e donazioni, spese di iscrizione ai corsi ed ai seminari, proventi derivanti da programmi speciali di formazione o da attività di assistenza tecnica, redditi da pubblicazioni o da altre attività di servizi, interessi provenienti da trusts, dotazioni o conti bancari.
2. Le Parti al presente Accordo non sono tenute a fornire all'Istituto qualsivoglia sostegno finanziario oltre ai loro contributi volontari. Esse non sono neanche responsabili individualmente o collettivamente dei debiti, impegni o obblighi dell'Istituto.
3. L'Istituto deve prendere provvedimenti conformi alle esigenze del governo del paese dove avrà la sua sede per quanto riguarda la sua capacità di far fronte ai suoi impegni.

ARTICOLO VI. ORGANIZZAZIONE

L'Istituto si compone di un'Assemblea delle Parti al presente Accordo ("Assemblea"), di un Consiglio di Direzione, di un Direttore e del personale.

1. L'Assemblea.

A. Ciascuna Parte al presente Accordo indica un rappresentante all'Assemblea.

B. L'Assemblea si riunisce su invito del Consiglio di Direzione o su invito di un terzo dei suoi membri. L'Assemblea adotta il suo regolamento interno.

C. L'Assemblea esamina periodicamente le attività dell'Istituto. L'Assemblea deve anche nominare il primo Consiglio di Direzione, ratificare le successive nomine al Consiglio, il piano di lavoro, ed il bilancio dell'Istituto;

D. Una decisione del Consiglio di Direzione che deve essere ratificata dall'Assemblea, ai sensi dell'Articolo VI.1.C e' considerata come ratificata novanta giorni dopo l'invio della sua notifica da parte dell'Istituto ai membri dell'Assemblea a meno che prima di questa data una maggioranza dei membri di detta Assemblea non abbia notificato all'Istituto la sua opposizione a tale decisione. Le notifiche sono effettuate mediante i mezzi di comunicazione disponibili più rapidi, o trattandosi di Stati membri, per le vie diplomatiche.

2. Il Consiglio di Direzione.

A. L'Istituto funziona sotto la direzione di un Consiglio di Direzione ("Consiglio") composto da dieci (10) membri almeno e da sedici (16) al massimo, compreso un membro che deve essere periodicamente nominato dal paese dove l'Istituto ha la sua sede ("Rappresentante Permanente") ed il Direttore che è membro ex-officio. Gli altri membri del Consiglio di Direzione sono scelti in base alle loro realizzazioni professionali nei settori del diritto o dello sviluppo e debbono prestare servizio a titolo personale e non in qualità di rappresentanti di governi o di organizzazioni.

B. Dopo la costituzione del primo Consiglio da parte dell'Assemblea, il Consiglio nomina i suoi nuovi membri mano a mano che si presentano cariche vacanti.

XI LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

C. Ad eccezione del Direttore e del Rappresentante Permanente, ogni membro del Consiglio nominato successivamente alla costituzione del primo Consiglio, vi presta servizio fino al termine della terza riunione del Consiglio di Direzione a seguito della sua accettazione per iscritto di parteciparvi. I mandati dei primi membri del Consiglio sono scaglionati in modo da consentire una transizione graduale tra i membri del Consiglio.

D. Il Consiglio si riunisce almeno una volta l'anno per svolgere le sue funzioni. Nel corso della sua prima riunione esso nomina un Presidente, uno o più Vice-presidenti, ed un Comitato esecutivo.

E. Il Consiglio deve altresì:

1. Definire regolamenti interni per la gestione dell'Istituto in conformità con i termini del presente Accordo;

2. Nominare il Direttore ed il Revisore dei Conti dell'Istituto;

3. Approvare le politiche, il programma annuo di lavoro, i bilanci preventivi ed i rapporti dei revisori dei conti dell'Istituto;

4. Garantire l'attuazione di ogni altra attività necessaria per l'esercizio dei poteri che gli sono conferiti dal presente Accordo;

3. Il Direttore ed il Personale.

A. L'Istituto è amministrato da un Direttore che è nominato dal Consiglio per un mandato di cinque (5) anni, rinnovabile.

B. Il Direttore nomina i funzionari ed il personale di segreteria necessario al conseguimento dei fini dell'Istituto, in conformità con le direttive in materia di lavoro dipendente approvate dal Consiglio.

C. Il Direttore è responsabile davanti al Consiglio del funzionamento e della gestione dell'Istituto in conformità con i termini del presente Accordo e con le decisioni del Consiglio.

ARTICOLO VII. RELAZIONI DI COOPERAZIONE

L'Istituto può cooperare con altri istituti o programmi e può accettare personale distaccato o che gli venisse prestato.

XI LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

ARTICOLO VIII. DIRITTI, PRIVILEGI ED IMMUNITA'

L'Istituto ed il suo personale beneficiano nel paese dove è situata la sede dei diritti, privilegi ed immunità previsti dall'Accordo di sede. Altri paesi possono concedere diritti, privilegi ed immunità analoghe al fine di sostenere le attività dell'Istituto in questi paesi.

ARTICOLO IX. REVISORI CONTABILI

La revisione dei conti concernenti le operazioni dell'Istituto è effettuata annualmente da una società internazionale indipendente di revisione dei conti selezionata dal Consiglio. Le risultanze di dette revisioni sono messe a disposizione del Consiglio e dell'Assemblea.

ARTICOLO X. EMENDAMENTI

Il presente Accordo può essere emendato dall'Assemblea da un voto a maggioranza dei tre quarti dei suoi membri, sotto riserva che la notifica di detto emendamento, comprendente il testo completo dell'emendamento proposto, sia stato inviato a tutti i membri dell'Assemblea almeno otto settimane prima della data prevista per il voto relativo all'emendamento.

ARTICOLO XI. SCIoglimento

1. L'Istituto può essere sciolto se un voto a maggioranza dei quattro quinti dei membri dell'Assemblea determina che l'Istituto non è più necessario o non è più in grado di funzionare con efficacia.

2. In caso di scioglimento, tutti i beni dell'Istituto che rimangono dopo il pagamento dei suoi obblighi legali saranno distribuiti ad organismi aventi scopi simili a quelli dell'Istituto in conformità con quanto sarà deciso dall'Assemblea in consultazione con il Consiglio.

ARTICOLO XII. DENUNCIA

Ogni Parte firmataria del presente Accordo, può porre fine alla sua partecipazione e ritirarsi dall'Assemblea a seguito di notifica per iscritto. Tale denuncia entra in vigore tre mesi dopo la data alla quale il Depositario ha ricevuto la notifica.

XI LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

ARTICOLO XIII. FIRMA, RATIFICA, ACCETTAZIONE, APPROVAZIONE ED ADESIONE

1. Il presente Accordo è aperto alla firma degli Stati e delle Organizzazioni intergovernative. Può altresì essere firmato, in luogo di qualsiasi Stato, da ogni organizzazione nazionale pubblica di sviluppo designata da detto Stato per agire in sua vece. Esso rimarrà aperto alla firma per un periodo di due anni a decorrere dal 1 giugno 1987, salvo se detto periodo viene prorogato, prima della data della sua scadenza, dal Depositario. La firma dell'Accordo da ogni parte eleggibile ai sensi della presente clausola, successivamente a tale data, necessita dell'approvazione dell'Assemblea a maggioranza semplice.

2. Il Governo italiano è il Depositario del presente Accordo.

3. La ratifica, l'accettazione o l'approvazione del presente Accordo sarà effettuata dai firmatari in conformità con le loro leggi, regolamenti e procedure.

ARTICOLO XIV. ENTRATA IN VIGORE

Il presente Accordo entrerà in vigore non appena il Depositario sarà stato notificato, da tre degli Stati firmatari del presente Accordo, che gli adempimenti richiesti dalle loro legislazioni nazionali per la ratifica del presente Accordo sono stati compiuti.

ARTICOLO XV. NORME TRANSITORIE

All'atto dell'entrata in vigore del presente Accordo, l'Istituto adotterà tutti i provvedimenti necessari per acquisire i diritti, obblighi, concessioni, proprietà ed interessi dell'organismo suo predecessore, l'Istituto Internazionale di Diritto dello Sviluppo, organizzazione non-governativa con sede legale a Rotterdam, Paesi Bassi.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tal fine, hanno firmato il presente Accordo in un solo esemplare in lingua inglese e in lingua francese, entrambe i testi facenti ugualmente fede.

Fatto a Roma, il 5 febbraio 1988.